

Unité inter-départementale des Alpes du Sud  
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph  
04100 Manosque

Manosque, le 18/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOPHIM**

Parc de la Cassine  
04310 Peyruis

Références : DEP-MAN-2023-00148  
Code AIOT : 0006400843

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement SOPHIM implanté ZI de la CASSINE 04310 Peyruis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOPHIM
- ZI de la CASSINE 04310 Peyruis
- Code AIOT : 0006400843
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Sophim, basé à Peyruis, est spécialisé dans la fabrication d'ingrédients pour l'industrie cosmétique. Les matières premières sont principalement des sous-produits provenant du

raffinage des huiles végétales. Le principal produit fabriqué est le squalène, représentant à lui seul 75% du chiffre d'affaire. Sophim emploie actuellement 50 salariés, son chiffre d'affaire en 2021 est d'environ 20 millions d'euros. L'établissement comporte plusieurs ICPE soumises à autorisation. Il relève également de la directive IED.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants : inspection inopinée (en binôme avec l'inspection du travail).**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                   | Référence réglementaire                                | Autre information |
|----|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Quantité susceptible d'être présente Hydrogène                      | Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 3            | Sans objet        |
| 3  | Prévention des incidents et des accidents (utilisation catalyseurs) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47           | Sans objet        |
| 4  | Vidange eaux pluviales des rétentions                               | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2            | Sans objet        |
| 5  | Information de l'inspection des installations classées              | Code de l'environnement du 14/12/2023, article R512-69 | Sans objet        |
| 6  | Traçabilité des déchets                                             | Code de l'environnement du 14/12/2023, article R541-45 | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire                     | Autre information |
|----|-------------------------|---------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Quantité stockée Nickel | Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 3 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été menée de manière inopinée conjointement avec l'inspection du travail. A l'issue de l'inspection, il est rappelé la nécessité d'informer l'inspection des installations classées lors de tout incident survenant sur le site. Des éléments sont attendus, notamment en lien avec la gestion

d'un incident non déclaré.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Quantité stockée Nickel

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantité autorisée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, ainsi qu'aux prescriptions techniques annexées au présent arrêté.<br><br>Tout projet de modification à apporter à ces installations doit avant réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires. |
| <b>Constats : cf annexe confidentielle</b><br><br>Ce point de contrôle est en lien avec un constat effectué lors de l'inspection du 31/08/2023, ayant entraîné une proposition d'arrêté de mise en demeure.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

### N° 2 : Quantité susceptible d'être présente Hydrogène

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantité autorisée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, ainsi qu'aux prescriptions techniques annexées au présent arrêté.<br><br>Tout projet de modification à apporter à ces installations doit avant réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires. |
| <b>Constats : cf annexe confidentielle</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

### N° 3 : Prévention des incidents et des accidents (utilisation catalyseurs)

|                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. |
| <b>Constats :</b><br>Dans le process actuel, le catalyseur à base d'oxyde de nickel est vidé par un opérateur dans un                                                                                                        |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| fût dédié à l'étage du bâtiment hydrogénation. Une canne d'aspiration est insérée dans le fût pour l'intégration du catalyseur dans le réacteur. Il n'y a pas de moyen d'extinction présent à proximité du fût de chargement du catalyseur (seul un extincteur à poudre est présent, non adapté pour un incendie d'oxyde de nickel). |
| <b>Observations :</b><br><b>Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 30 jours, de justifier les dispositions retenues pour la lutte contre un éventuel incendie lié à l'inflammation de catalyseur.</b>                                                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 4 : Vidange eaux pluviales des rétentions

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :<br>(...)<br>-limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Constats :</b><br>Les deux aires de stockage au nord-est du site sont munies de rétentions bétonnées. Les eaux de ruissellement convergent vers un puisard, équipé d'une pompe. Après un épisode pluvieux, un opérateur vérifie visuellement le caractère non pollué des eaux, active la pompe qui déversent les eaux sur la partie enherbée au droit de la rétention. Les parties enherbées recevant les eaux n'apparaissent pas comme étant polluées le jour de l'inspection. |
| <b>Observations :</b><br><b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 30 jours un programme de travaux permettant de renvoyer les eaux issues des rétentions vers le réseau pluvial, lorsque ces eaux ne sont pas polluées. Il est rappelé que le rejet d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées au milieu naturel n'est pas autorisé.</b>                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 5 : Information de l'inspection des installations classées

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/12/2023, article R512-69                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information de l'inspection                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.<br><br>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Un départ de feu est survenu au sein de l'atelier hydrogénation le 25 janvier 2023. L'incendie est lié à l'inflammation de catalyseur usagé lors du débâtissage d'un filtre. Cet incident n'a pas été signalé à l'inspection des installations classées.</p>                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Observations :</b></p> <p><b>Il est rappelé à l'exploitant l'obligation d'information de l'inspection des installations classées lors de tout incident. Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 30 jours :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport d'incident (notamment l'analyse du filtre bougie) comprenant l'analyse des causes et les actions correctives engagées et prévues,</li> <li>- l'analyse de l'impact sur l'étude de dangers du site.</li> </ul> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 6 : Traçabilité des déchets

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/12/2023, article R541-45</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le catalyseur neuf est stocké dans des poches plastiques, elles-mêmes stockées dans des fûts métalliques. Lors du chargement du catalyseur, l'opérateur ouvre la poche et la vide dans un fût de chargement métallique spécialement dédié. Ce fût métallique est placé sous aspiration. La poche vide est ensuite placée dans un fût en plastique fermé, ce fût est ensuite transféré dans un bac grillagé et envoyé à l'extérieur du site en tant que déchet dangereux. Un envoi est effectué environ tous les trimestres selon l'exploitant.</p>                                  |
| <p><b>Observations :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 30 jours les bordereaux de déchet correspondant à l'évacuation des poches vides pour l'année 2023.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |